

<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article109>



" Changer la vie, changer la Gauche "

- Thématiques - Pourquoi le Marxisme au XXI^e siècle ? -



Date de mise en ligne : dimanche 18 mars 2012

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Dossier de la revue Mouvements coordonné par Philippe Marlière et Sylvia Zappi.

La victoire de François Mitterrand en 1981 ne laissa personne indifférent à gauche. Beaucoup ont espéré, attendu de cette gauche qui avait mis 24 ans à revenir au pouvoir. Trente ans déjà. Un anniversaire passé inaperçu, que le Parti socialiste (PS) n'a même pas officiellement commémoré. Le réformisme au sommet de l'État fut étincelant mais bref. Il ne résista pas au tournant de la rigueur fin 1982. L'engouement et l'espoir que suscitèrent cette élection (bien avant son dénouement victorieux) ne se sont plus reproduits depuis. La gauche aborde l'élection présidentielle de 2012 dans une situation précaire. C'est un paradoxe. Tout devrait concourir à faire de cette élection phare un moment de politisation du pays par les forces de gauche ; le temps d'une offensive conquérante des idées de gauche. Il n'en est rien. Sans noircir outre mesure le panorama à gauche, il faut reconnaître que la situation est préoccupante : la politique de la droite est rejetée par une majorité de Français ; Nicolas Sarkozy, le président sortant, est fortement impopulaire et la crise du capitalisme financier a discrédité les politiques néolibérales mises en œuvre depuis trente ans.

En dépit d'une conjoncture politique qui devrait leur être favorable, ni les forces de gauche, ni les idées de gauche ne sont dominantes dans le paysage politique national. Certes, des sondages pronostiquent une large victoire de François Hollande au deuxième tour contre Nicolas Sarkozy. Il vaut mieux cependant ne pas trop s'y fier : souvenons-nous qu'à quelques mois des élections de 2002 et de 2007, d'autres sondages prévoyaient également une confortable victoire de Lionel Jospin et de Ségolène Royal.

Le clan lepéniste a des ressources. En se féminisant et se rajeunissant à sa tête, le Front national est plus menaçant que jamais. Marine Le Pen évite soigneusement les calembours antisémites de son père et modère son discours « anti-Arabe », mais le fond du programme n'a pas changé. Ce parti tente toujours de racialiser les conflits de classe et de genre dans la société. Geste exutoire, bras d'honneur aux partis de gauche institutionnalisés, le vote FN continue de capter une partie minoritaire, mais non négligeable, des électeurs populaires ; celle qui persiste à voter, mais qui ne trouve plus de raison de soutenir les formations de gauche.

Jusqu'aux années 1980, on pouvait se réjouir d'une victoire du PS et de ses alliés, sans pour autant approuver les orientations réformistes de ces partis. Qu'il y ait à gauche depuis longtemps plusieurs cultures, fruits de choix et de confrontations historiques, est une évidence. Cependant, jusqu'à une période récente, ces distinctions n'empêchaient pas la constitution de dynamiques unitaires à gauche, à tout le moins au fond des urnes. Le désistement à gauche était une réalité profondément ancrée dans la culture de la gauche française. Dans les états-majors de partis et dans les électors, il allait de soi que gauche et droite recouvraient des réalités politiques suffisamment différentes.

Depuis les années 1970, le PS occupe une position hégémonique à gauche et, à ce titre, a essentiellement bénéficié de cet élan unitaire. Ce réflexe s'est progressivement relâché pendant les années 1990 (période pendant laquelle la gauche institutionnelle fut au pouvoir). Cet habitus unitaire n'a pas disparu comme l'a démontré l'élection de 2007 mais il est devenu aléatoire.

Comment la gauche est-elle entrée dans cette spirale de désunion et de déclin depuis ?

À quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, Mouvements porte un regard critique sur la situation de la gauche.

Les contributeurs de ce deuxième volet consacré à la gauche le font en deux temps. Dans une première partie, des chercheurs, représentants de partis, de syndicats et d'associations abordent les questions qui font débat à gauche,

ou qui méritent réflexion : la gauche et le mouvement social ; les classes populaires ; la politique fiscale ; la parité, l'écologie, les institutions de la Ve République ; l'Union européenne et l'internationalisme. Dans une deuxième partie, nous offrons un éclairage sur les principales forces de gauche avant la campagne présidentielle : le Parti socialiste ; Europe Écologie/Les Verts (EELV) ; le Front de gauche (FG) ; le NPA ; le mouvement des Indignés et le monde intellectuel.

Les débats que ce numéro met en relief nous permettent de mesurer les évolutions politiques et idéelles de la gauche depuis une trentaine d'années. Le monde a profondément changé depuis 1981 et la gauche aussi. Dans les années 1970, le PS (allié aux communistes et aux radicaux) partait à la conquête du pouvoir sous un étendard révolutionnaire, même si celui-ci lui était dénié par la gauche radicale. Dans une dynamique d'union de la gauche, le PS suggéra avec aplomb qu'il possédait quelque « secret pour changer la vie ». « Nous étions très confiants », confiait récemment Jean-Pierre Chevènement, l'architecte des mesures économiques des programmes socialistes de 1972 et de 1979 (dont s'inspira en grande partie Mitterrand dans ses 110 propositions de 1981) : les nationalisations à hauteur de 100 % du capital, les mesures sociales qui améliorèrent le quotidien des travailleurs, le relèvement des allocations familiales, les libertés publiques renforcées. Ces réformes de structure profondes étaient marquées du sceau « CERES », ce courant marxo-gaulliste influent, qui jusqu'aux années 1980 influença la social-démocratie française.

Que peut aujourd'hui la gauche face à une droite dure et décomplexée, aux frontières de plus en plus poreuses entre son versant parlementaire – présentable – et l'extrême droite ? A-t-elle encore, en 2012, l'ambition de « changer la vie » ? Peut-on attendre d'elle qu'elle suscite de nouveau un espoir similaire à celui de 1981 ?

Si l'on compare les 110 propositions de 1981 au projet socialiste actuel, on ne peut qu'être surpris par l'évolution des choix macro-économiques et programmatiques du parti : le PS ne parle plus (ou si modestement) de politique de relance ; la question des nationalisations est plus taboue que jamais ; le renforcement des services publics n'est plus à l'ordre du jour ou encore la défense des minima sociaux n'est plus un aspect prioritaire.

De manière générale, on mesure à quel point la gauche sociale-démocrate s'est ralliée au modèle capitaliste anglo-saxon, au-delà de quelques correctifs sociaux. Les politiques publiques sont de plus en plus marginales, et le modèle social établi par le Conseil de la résistance recule sous les coups de la droite, sans que le PS ne s'en émeuve outre mesure. L'allongement de l'âge de départ à la retraite est emblématique de ces renoncements. Le candidat Hollande s'est rallié graduellement à cette mesure choc du gouvernement Fillon, sans livrer bataille.

Plus inquiétant encore, cette gauche se révèle incapable de se renouveler, d'être à l'écoute des classes populaires, de répondre à leur scepticisme vis-à-vis de la politique. Davantage, elle se montre inapte à remodeler son cadre de référence républicain au regard de la réalité de la société française. La gauche peine encore à prendre en compte la fragilité et la finitude de la planète, et à penser un autre modèle de développement permettant d'en finir avec le productivisme et le scientisme. Elle a été également incapable d'innover en matière de féminisme et de rapports de sexe.

Aller à contre-courant, théoriser « l'impensable », briser les certitudes, se moquer des doxas politiques qui paralysent l'action et conduisent à l'immobilisme et au conservatisme : voilà le projet qu'une gauche pluraliste fut à même de porter dans les années 1972-1982. N'oublions pas qu'en 1981 les nationalisations furent conduites dans le contexte des Reaganomics, première offensive néolibérale d'ampleur globale qui parvint en Europe après s'être implantée en Grande-Bretagne.

Le mot d'ordre « Changer la vie » impliquait également de refonder radicalement les institutions, si peu démocratiques. Il n'en fut rien, le PS est aujourd'hui pétri de culture présidentialisée et ses cadres sont intoxiqués par l'élection présidentielle, un exercice plébiscitaire qui autrefois fut honni par le parti d'Épinay. Au lieu de réfléchir à une

refonte en profondeur de ces institutions, le PS préfère se limiter à la démocratisation de ses procédures internes. Cependant, l'organisation d'une primaire « ouverte » ne résout aucunement les problèmes majeurs : professionnalisation croissante de la politique et mise à distance du peuple de l'action politique.

Il serait erroné et injuste de faire porter à l'ensemble de la gauche les errements et les renoncements qui furent essentiellement ceux des socialistes. Certes, les communistes et Les Verts ont également leur part de responsabilité puisqu'ils gouvernèrent avec le PS entre 1997 et 2002. Nombreux sont ceux à gauche qui ont dénoncé la « blairisation honteuse » du PS. Mais ont-ils pu empêcher le basculement du premier parti de gauche dans le camp des conservateurs du système capitaliste ? Sont-ils parvenus à attirer à eux les individus qui se sont sentis trahis par cette gauche au pouvoir ?

Force est de constater que la situation à la gauche du PS est loin d'être brillante. Éternel courant en devenir, la mouvance écologiste (regroupée actuellement dans EELV) est en voie de banalisation politique : la professionnalisation menace ce parti et ses revendications environnementalistes en faveur d'un « mieux vivre » (qui passait par une critique de l'exploitation capitaliste) sont depuis longtemps mises en sourdine. Il est vrai que EELV est devenu le partenaire attitré du PS. EELV semble aujourd'hui se battre avec davantage de vigueur pour obtenir du PS le nombre le plus élevé de circonscriptions gagnables, que pour défendre les fondements de la pensée écologique.

La création du FG a permis d'enrayer la chute libre du Parti communiste français (PCF). En s'alliant au Parti de gauche et à d'autres forces de la gauche radicale, le PCF a ralenti son déclin électoral, mais il demeure inaudible dans les débats politiques importants. De fait, la création du FG constitue une bouffée d'espoir pour ceux qui se reconnaissent dans une gauche de changement social radical. Sous l'impulsion de Jean-Luc Mélenchon, on voit, par intermittence, réapparaître une gauche qui s'adresse aux perdants du système et qui s'engage à réformer profondément les institutions et les politiques qui exploitent ou appauvrissent. Mais son profil demeure résolument celui de la « vieille gauche » républicaniste et laïciste, incapable de réellement démocratiser l'action politique et de parler aux nouvelles générations. La candidature Mélenchon peine à percer dans les sondages, preuve s'il en est que la gauche ne pourra reprendre durablement contact avec son électorat traditionnel qu'à l'issue d'un long et laborieux travail militant, accompagné d'une réflexion ouverte pour renouveler ses idées. Car faute de mieux, les classes populaires préféreront toujours s'en remettre à un pis-aller pour battre la droite (fût-il aussi décevant et velléitaire que le PS). Elles continueront de se méfier de tout mouvement intransigeant sur les principes et radical dans le discours, mais qui semble peu pressé de prendre le pouvoir pour réformer et améliorer le quotidien des individus.

C'est la leçon à tirer de l'échec du NPA. Après avoir promis le dépassement de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) pour construire un « parti anticapitaliste de masse », le NPA s'est en réalité recroquevillé sur les vieilles positions de la Ligue. Dans cette perspective, la défense de la pureté doctrinale est plus importante que la construction d'un axe unitaire et majoritaire à gauche.

Il est enfin significatif que l'ensemble de la gauche se soit tenu à l'écart du mouvement des Indignés (certes peu développé en France). Ce mouvement collégial et démocratique est en effet en porte-à-faux avec la nature profondément hiérarchique et oligarchique de la plupart des formations de la gauche française.

Contrairement à la gauche, la droite est en paix avec elle-même car elle accepte le monde tel qu'il est, ce qui revient à favoriser le statu quo. La droite est donc par nature conservatrice. Le problème est qu'une grande partie de la gauche est devenue conservatrice. Que ce soit dans son expression sociale-libérale ou anticapitaliste, les organisations de gauche apparaissent comme des forces professionnalisées, essentiellement préoccupées par des enjeux et des luttes internes.

" Changer la vie, changer la Gauche "

La gauche doit réapprendre les vertus de la dissension sur les questions économiques, européennes et internationales du jour. Pour cela, la gauche doit changer et se remettre au service des outsiders. Cet objectif paraît à sa portée et il est pour elle non moins salubre.